

Théories de la régulation et développement: la formation du sous-développement au Burundi

Hakim Ben Hammouda*

Abstract: *The stability and coherence of the accumulation process requires a perfect control of the social norms of reproduction such as the monetary norm, the price norm and the technical norm. A detailed analysis of these parameters for the evolution of the history of Burundi from pre to postcolonial period shows that all that the Belgium colonial power did was rather destructive. Indeed, the major objectives of these parameters which were to stabilise and autonomise the accumulation process have been perverted and instead of a balance between the social needs and production, what happened was a deeper integration of Burundi in the area of domination controlled by Belgium and a reorientation of the dynamics of accumulation towards the reproduction and stability of the system.*

Introduction

La crise de la dette et l'échec des stratégies de développement au début des années 1980 ont eu des conséquences importantes sur les théories du développement. En effet les grands débats sur le développement caractéristiques des années 1970 ont laissé la place, suite au retour en force des théories libérales, aux discussions sur les modalités d'ajustement. Ainsi au temps des radicaux et des théoriciens succède celui des experts et de la gestion de la crise (Hugon 1991).

Dans le tiers-monde, la crise du développement s'est accompagnée par un discours sur la crise de la théorie du développement et la fin des grands paradigmes en matière de développement. Ce discours trouve son origine dans le statut ambigu que certains économistes ont accordé, durant plus de trois décennies à l'économie du développement née vers les années 1950. Cette discipline nouvelle du champ de l'économie politique s'intéressait à la situation des pays dits retardataires.

L'émergence et le développement de cette discipline manifestent la volonté des économistes de renouveler leur réflexion afin de construire un nouveau cadre analytique capable de rendre compte et d'expliquer le blocage de l'accumulation dans les économies sous-développées.

Dans cette étude, nous chercherons à répondre aux questions suivantes: qu'est-ce qui dans les économies actuelles, peut fonder l'émergence de cette discipline? Quel est l'objet de cette nouvelle discipline?

L'étude de l'accumulation dans les pays sous-développés doit faire appel à une théorie générale du capitalisme dans la mesure où le sous-développement peut être interprété comme un blocage de la dynamique historique du développement du capitalisme.

Dans cette perspective, la théorie de la régulation peut aider à comprendre le phénomène de l'accumulation dans les économies sous-développées. Dans cette contribution, nous chercherons à présenter le programme de recherche régulationniste dans le cadre de l'analyse du développement. Dans un deuxième temps nous tenterons d'appliquer cette grille d'analyse à l'étude du blocage de l'accumulation dans le Burundi précolonial et la formation du sous-développement.

Crise de la théorie du développement et apports des théories de la régulation

Crise de la théorie du développement

Après l'éclatement de la crise de la dette dans les années 1980, la crise du développement s'est traduite au plan théorique par une perte de vitesse des théories du développement. En effet l'échec des modèles de développement a entraîné une remise en cause générale qui «... touche idées, concepts, schémas relevant aussi bien du courant radical que du courant libéral sur l'industrialisation et le développement» (Courlet et Judet 1986:519). La crise des expériences du développement et la remise en cause de la théorie ont entraîné, «désillusion, scepticisme, impuissance, peu importe que ce projet (la théorie du développement) et cette vision soient aujourd'hui en miettes» (Dufourt 1987:9).

Or si certains auteurs sont unanimes pour constater l'échec de l'industrialisation et le blocage des conceptions actuelles de la théorie du développement, ils le sont beaucoup moins dans l'analyse des causes de cette double crise et des solutions pour en sortir.

La littérature actuelle consacrée à l'étude de ce phénomène est très pauvre en articles analytiques. L'essentiel des articles publiés sur ce thème est constitué d'articles descriptifs se limitant au constat de cet échec. En outre, les quelques rares articles analytiques qui existent contiennent des points de vue très divergents voire contradictoires par moment. Certaines analyses sont cependant utiles à connaître.

P. Judet et C. Courlet, en insistant sur la fin des grands paradigmes, cherchent à prendre en compte et à examiner de plus près les nouvelles dynamiques qui émergent dans beaucoup de pays en voie de développement. Ces dynamiques sont porteuses de nouvelles directions en matière de pratiques d'industrialisation et ouvrent la voie à un renouvellement des problématiques théoriques. Mais pour ce faire, disent-ils, il est nécessaire d'abandonner les grands schémas dans le cadre de l'analyse des problèmes du développement et de mettre beaucoup plus l'accent sur «ce qui est non

conforme, inattendu, instable et apparemment inobservable» (Judet et Courlet 1986:532) et constitutif de la «nouvelle industrialisation» dans le tiers-monde.

Cependant, pour Dufourt (1987:9), tout en s'insurgeant contre ce qui caractérise les thèmes de la «nouvelle industrialisation» il faut plaider pour la reconstruction de la théorie du développement. Ce projet de reconstruction, tout en se démarquant du «retour des idéologies, du politique et du repliement sur l'empirisme» (Dufourt 1987:10) passe par une réflexion articulée autour de trois axes:

- une articulation obligatoire entre théorie économique et science de l'histoire;
- une nouvelle prise en compte de la technologie par la définition des liens entre système technique et système productif;
- un nouveau cadre d'analyse qui permette d'étudier des questions spécifiques et relatives à l'industrialisation des PVD et qui puisse se prêter à une analyse comparative.

Contrairement à la littérature francophone, la littérature anglophone s'est intéressée dès le début des années 1980 à la crise de la théorie du développement et a cherché à identifier et à comprendre ses origines. Dans cette perspective, Weisskopf (1983) considère que le décalage de plus en plus croissant entre les théories et la réalité est à l'origine de la crise des théories du développement. En effet ces théories rencontrent des difficultés pour faire comprendre les mutations profondes que connaît le tiers monde ces dernières années. Dans ce cadre, l'incapacité des différents schémas théoriques à comprendre et à expliquer la structuration de nouvelles capacités productives dans le tiers monde est assez significative de ces difficultés.

Le dépassement de cette crise exige selon Booth l'abandon des analyses des situations concrètes et une réflexion sur le statut de la théorie du développement afin de construire une mégathéorie (Booth 1985).

En effet, à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, la spécificité des phénomènes économiques observés dans les pays dits retardataires fondait l'objet de cette nouvelle discipline scientifique. Ainsi l'inflation, le chômage, la détérioration des termes de l'échange, la désarticulation des structures productives sont autant de phénomènes qui différencient les pays sous-développés des pays capitalistes développés. Dans cette perspective et face au mono-économisme de la théorie dominante qui cherchait à expliquer l'étude et la compréhension des problèmes du développement par les schémas traditionnels de la croissance, les pionniers ont cherché à construire un nouveau cadre théorique capable de rendre la situation des pays sous-développés plus compréhensible. Dans ce sens la théorie, du développement constitue un élargissement de la controverse entre le

programme de recherche néoclassique et l'hétérodoxie keynésio-classique appliqué à un nouveau champ, à savoir les problèmes du développement. En effet la nouveauté de l'économie du développement, fait remarquer Yachir (1985:6), «tient pour l'essentiel à cet effort de substituer les instruments keynésiens et classiques à ceux de l'orthodoxie néoclassique pour l'appréhension de phénomènes dont la spécificité est affirmée mais dont on ne questionne nulle part ni la genèse, ni la nature».

Or, l'émergence et le développement de cette nouvelle discipline dans les années 1960 et 1970 n'a pas apporté de réponses à certaines questions fondamentales dans le processus de formation des théories scientifiques. En effet du point de vue épistémologique, l'énumération d'une série de phénomènes supposés spécifiques est-elle suffisante à l'élaboration d'un objet scientifique pour une discipline théorique nouvelle. En d'autres termes, l'élargissement d'un appareil conceptuel conventionnel à un nouveau champ d'application peut-il légitimer la fondation d'un nouveau corpus théorique? Par ailleurs une pratique théorique vieille de près d'un demi-siècle a-t-elle permis de fonder une nouvelle méthodologie scientifique?

En effet cette nouvelle discipline se cantonnait dans une approche descriptive des phénomènes du sous-développement sans se soucier de leur explication en les rattachant à une théorie générale du sous-développement. Autant de questions que la théorie du développement a laissé sans réponses et qui fondent son caractère ambigu (théorie sans objet) du point de vue épistémologique que la crise du développement dans les années 1980 va faire éclater au grand jour.

Dans cette perspective la théorie de la régulation en analysant les conditions de cohérence et de stabilité des procès d'accumulation nous paraît d'un grand apport à l'étude des problèmes du développement.

La théorie de la régulation et l'analyse du développement

La théorie de la régulation est un nouveau paradigme en économie politique qui s'est développé à partir du milieu de la décennie 1970. Son objet est de créer un cadre théorique d'étude de la dynamique de l'économie capitaliste alternatif à la théorie de l'équilibre économique général. La théorie de la régulation cherche à apporter une réponse nouvelle à la question qui fonde l'économie politique: la viabilité d'une économie décentralisée. Elle cherche également à comprendre le processus d'ajustement de décisions décentralisées et *a priori* incompatibles conformément à une norme de reproduction économique d'ensemble.

Pour la théorie de l'équilibre économique général, devenu durant le 20^e siècle le cadre théorique dominant, c'est le marché qui assure cette viabilité. En effet les agents économiques se rencontrent et confrontent leur offre et leur demande sur le marché. Cette confrontation permet d'établir une

situation d'équilibre qui sera à la base du développement des échanges et assurera la comptabilité entre les choix des agents.

Le développement de la théorie néoclassique n'a pas été sans susciter des objections et des critiques de la part d'autres économistes. Nous citerons ici les critiques les plus importantes qui ont été adressées à ce paradigme dont celle de N. Boukharine dès le début du siècle ou celle de l'italo-cambridgien P. Sraffa.

Durant les années 1970, les critiques de la théorie néoclassique s'accompagnent d'une exigence nouvelle autour de la nécessaire construction d'un cadre théorique alternatif. C'est ainsi que pour F. Perroux (1973, 1975), la question est de savoir si la théorie néoclassique ne réduit pas la réalité — cela étant le propre de toute construction théorique — et si elle ne la détruit pas car le modèle de concurrence pure et parfaite, est un modèle qui détruit la réalité en représentant l'univers économique composé d'agents dotés de pouvoirs égaux et exclut par conséquent de son champ d'analyse tous les rapports de pouvoir et de domination.

G. De Bernis (1975) rejette la théorie de l'équilibre et appelle à la nécessité de construire un cadre alternatif. Ce cadre doit être capable de saisir les aspects contradictoires de la réalité ainsi que les règles ou modalités qui permettent, dans des périodes historiques déterminées, de maintenir l'unité des éléments contradictoires dans des limites tolérables.

Cet article a ouvert la voie à une recherche nouvelle en économie politique sur la dynamique du capitalisme et plus particulièrement sur les procédures sociales qui permettent l'ajustement des décisions décentralisées et qui sont à l'origine de la régulation d'ensemble du système capitaliste.

Dans cette perspective le procès d'accumulation-valorisation du capital exige, selon la théorie grenobloise de la régulation (GRREC 1983, 1990; *Economies et Sociétés*, de grands types d'ajustement qui correspondent aux nécessités de la reproduction élargie:

- d'abord un ajustement de la structure de production et du besoin social. Car pour que la reproduction économique de la société soit assurée, tous les besoins de cette société doivent être satisfaits. Pour ce faire, il doit y avoir des relations quantitatives définies entre les diverses productions. Donc une allocation cohérente du capital entre les différentes industries devra être assurée par la concurrence des capitaux et la tendance à l'égalisation des taux de profit au sein de l'économie capitaliste;
- ensuite un ajustement des conditions de la répartition de manière à assurer la reproduction du capital et de la force de travail. Cet ajustement est la manifestation au plan social de la lutte de classes autour du partage des fruits du travail entre capitalistes et travailleurs. Elle trouve son expression au plan théorique à travers le jeu des contre-tendances à la baisse du taux de profit.

Donc le procès d'accumulation-valorisation du capital repose sur la combinaison des deux lois du profit. La régulation du mode de production capitaliste est définie dans ce cadre comme l'articulation cohérente de ces deux lois.

Cette articulation exige des procédures sociales — différentes d'une période à une autre et dont l'ensemble constitue le mode de régulation — capables d'assurer la stabilité du procès d'accumulation et de maintenir dans des limites tolérables les déséquilibres qui peuvent apparaître. Ainsi ce sont tous ces mouvements qui assurent le fonctionnement d'ensemble du système et qui permettent une répartition spatiale des activités économiques.

C'est dans cette perspective que la théorie de la régulation introduit le concept de système productif comme cadre spatial d'organisation et de répartition de l'accumulation du capital.

Le système productif est défini comme «l'ensemble des procès de travail et des procès de valorisation soumis à un même mode de régulation spécifique au cours d'une période de l'histoire du capitalisme» (Calvet *et al.* 1983:6).

Défini ainsi le système productif présente trois caractéristiques principales (de Bernis 1983, 1990):

- la cohérence qui désigne la cohérence sectorielle au niveau du procès d'accumulation et la correspondance entre la production et le besoin social au niveau de la répartition;
- l'autonomie qui désigne l'autonomie du rythme d'accumulation grâce à la maîtrise du système de répartition;
- la dynamique spatio-temporelle lui assurant une évolution relativement stable.

De cette présentation des travaux de la théorie de la régulation nous retiendrons principalement les conditions d'autonomie et de stabilité d'un régime d'accumulation. Dans cette perspective, l'autonomie et la stabilité d'un régime d'accumulation nécessitent la maîtrise d'une série de normes de reproduction sociale. Par ailleurs, les mouvements de marchandises et de capitaux au sein du régime d'accumulation exigent un minimum d'homogénéité dans cet espace, de manière à faciliter leur libre circulation.

Dans cette perspective, la théorie de la régulation montre que l'homogénéité d'espace de fonctionnement du capital et l'autonomie de l'accumulation sont assurées par la structuration de trois normes à savoir: la monnaie, le système des prix et la technologie.

La norme monétaire impose aux agents économiques des normes contraignantes de production et d'échange. La monnaie joue un double rôle au sein d'une organisation productive:

- d'une part, elle constitue une unité de mesure des valeurs;

- d'autre part, cette grandeur abstraite doit historiquement se matérialiser sous des formes concrètes pour devenir un moyen de paiement et permettre les échanges.

Dès lors la fonction de mesure de valeur de la monnaie est à la fois un mode d'exclusion des producteurs privés, incapables de valider leur production et un mode d'intégration des producteurs individuels dans le même espace monétaire. Dans cette perspective, la monnaie joue un rôle important dans la mesure où elle permet de dépasser les hétérogénéités (régions...) et d'homogénéiser l'organisation productive dans son ensemble.

La deuxième condition d'homogénéité et de stabilisation de l'accumulation est la norme prix. En effet, chaque organisation productive a son propre système de prix qui est le reflet de ses structures productives. Ce système de prix, défini en rapport avec le développement des forces productives, assure le maintien au sein de l'économie nationale du surplus ainsi que les conditions d'une modernisation des structures productives.

La norme technique assure la cohérence des techniques au sein d'une organisation productive. Elle permet également d'assurer la cohérence des techniques produites avec le principe technique dominant grâce à des procédures spécifiques liées aux périodes de sélection des innovations. A ce titre elle joue un rôle important dans la structuration d'une cohérence productive, à travers le blocage des innovations qui remettent en cause la stabilité du procès d'accumulation. Ainsi cette norme assure la stabilité et la cohérence nécessaires au procès d'accumulation et remplit, par conséquent, une tâche de premier plan dans la définition d'une période de croissance stable et l'intégration de l'espace de fonctionnement du capital.

Nous allons utiliser cette grille de lecture dans l'analyse de la formation du sous-développement au Burundi.

La théorie de la régulation et l'analyse de la formation du sous-développement au Burundi

Maîtrise des normes de reproduction et stabilité du régime d'accumulation dans le Burundi précolonial

Au 19^e siècle, l'économie du Burundi était dominée par la production végétale à vocation agricole et, en dépit d'une grande diversité régionale, reposait sur le binôme sorgho-haricot. Pour les céréales, on trouvait dans ce paysage, à côté du sorgho, d'autres variétés telles que l'éleusine et le maïs. Ces céréales occupaient près de 60% des surfaces cultivées.

Concernant les légumineuses, on signalait d'autres variétés selon les régions dont les petits pois. Mais c'est le haricot qui dominait le paysage agricole et représentera dès le premier quart du 20^e siècle près de 50% des surfaces cultivées (Booth 1983).

Par ailleurs, on relevait l'existence dans ce paysage des tubercules comme le colocase, *coleus* ou igname et des oléagineux comme les palmiers.

En dépit de la diversité du paysage agricole, le calendrier cultural au Burundi était relativement court et comprenait (Booth 1983):

- une période d'ensemencement qui s'étalait sur les trois mois de la petite saison des pluies (octobre à décembre);
- une période de récolte qui s'échelonnait sur six mois (maïs et haricots en janvier-février, éléusine en février-mars, sorgho en juin-juillet).

En outre, le système agraire du Burundi précolonial était caractérisé par une articulation étroite entre système d'élevage et systèmes de cultures. Ainsi, à côté des troupeaux bovins liés à l'activité pastorale, on notait l'existence d'un cheptel de bovins, de caprins et d'ovins appartenant à des éleveurs-agriculteurs (Mworoba 1987). Cet élevage jouait un rôle important dans l'activité agricole dans la mesure où il assurait aux exploitations le fumier nécessaire à la reproduction de la fertilité des sols.

Ainsi, au milieu du 19^e siècle, le Burundi précolonial disposait d'un système de production caractérisé par une articulation entre l'agriculture et l'élevage et fondé sur un binôme sorgho-haricot. Ce système était relativement stable et permettait aux paysans de dégager un surplus de production et leur assurait par conséquent la reproduction des conditions de l'exploitation. La stabilité et l'autonomie du régime d'accumulation dans le Burundi précolonial ont été renforcées par la maîtrise interne des normes sociales de production.

Pour la norme monétaire, en dépit du caractère d'autosubsistance des systèmes de production précoloniaux, le besoin de mesurer de la valeur et de normer la production se faisait néanmoins sentir, du fait du développement, à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle des échanges internes et externes principalement avec les commerçants arabes venus de Zanzibar.

A ce niveau, les historiens constatent que la norme monétaire s'est matérialisée sous des formes concrètes différentes en rapport avec la nature et les fonctions différentes des échanges. Ainsi, dans les échanges portant sur les produits de luxe avec les commerçants arabes, ce sont les perles et les coquillages qui remplissent les fonctions de la norme monétaire (mesure de la valeur, moyen de paiement et de thésaurisation). Le collier de petites perles rouges (*samsam*) de 32 centimètres de longueur appelé *ikete* jouait le rôle d'unité de base (Kinigi 1980). Des multiples de cette unité de base existaient: dix *kete* formaient l'*ipfundo*, dix *amapfundo* donnaient l'*urugoye*, enfin dix *ingoye* valaient *akano*» (Kinigi 1980). Dans ces échanges, d'autres unités de mesure étaient utilisées telles que la perle violette *uruganga*, les fils et les anneaux de cuivre ou les coquillages venus de l'océan indien.

Dans l'Afrique des Grands Lacs, dans les échanges interrégionaux, la houe était utilisée comme moyen de mesure de valeur et de paiement compte tenu de l'importance du commerce de houes.

Enfin, au niveau interne, l'échange jouant le rôle de complément à la production de l'exploitation dans la satisfaction des besoins des paysans, le Burundi disposait d'un double système de mesure des poids et des volumes (tableaux 1 et 2).

**Tableau 1: Les unités de mesure du poids au Burundi
à la fin du 19^e siècle**

Les mesures/poids		Kilogramme
Urushi	Plein une main	0,3/0.4
Amashi	Plein deux mains	0,6/0.8
Inkoko	Très petit panier	4/6
Gitemere	Petite corbeille	8/10
Igikemanyi	Moyenne corbeille	+/- 10
Igiseke	Grande corbeille	15/20
Urwanga	Très grand panier	30/50
Igitiba	Panier géant	60/150
Ikigega	Silo	+ 150

Source: F. Kinigi (1980).

**Tableau 2: Les unités de mesure du volume au Burundi
à la fin du 19^e siècle**

Les mesures/volume		Litre
Urwavya	Très petite écuelle	+/- 2
Urwato	Coupe d'une Calebasse	+/- 3
Umubehe	Ecuelle	4/5
Umukuza	Calebasse	6/7
Itarabo	Cruchon	12/15
Umubindi	Cruche	20/25
Impange	Grand pot ventru	30/40
Itariro	Très grand pot ventru	+ 50

Source: F. Kinigi (1980).

La monnaie proprement dite ne fût introduite qu'au début du 20^e siècle et, plus précisément, en 1904, par la colonisation allemande avec la mise en

circulation de la monnaie roupie d'argent et heller de cuivre (Ruviwabo 1985). L'introduction de cette nouvelle norme monétaire n'a pas détruit les normes traditionnelles et son usage resta marginal et limité aux abords de Bujumbura et Gitega.

Concernant la norme technique, les travaux des historiens établissent l'existence d'une tradition métallurgique dans le Burundi ancien. D'après ces historiens, ce sont les Bahutu qui ont donné naissance aux forgerons (Célistid et Nzikobanyaka 1976). Ces derniers avaient un statut social élevé dans le royaume car ils fabriquaient, entre autres, les armes nécessaires au maintien de l'autorité du Mwami et les bijoux. C'est pourquoi les forgerons étaient dispensés des corvées, recevaient des cadeaux de la part du Mwami, des Baganwa et des Batware pendant la grande fête des semilles du sorgho (*Umuganuro*).

Dans le Burundi ancien, on connaissait deux métaux: le fer et le cuivre. La métallurgie produisait essentiellement des outils agricoles, des bijoux et des armes (lances, flèches, couteaux...). La description des différentes étapes dans le travail du fer, montre le degré de complexité et de développement atteint par la métallurgie ancienne au Burundi. Dans le travail du fer les monographies historiques distinguent quatre principales étapes (Chrétien 1980):

- le rassemblement des matières premières: cette étape consiste en un rassemblement des matières premières à travers l'extraction du minerai superficiel et la fabrication du charbon de bois;
- le grillage du minerai: cette opération consiste en une première chauffe du minerai dans le but d'apporter une première amélioration au minerai extrait;
- la fonte: cette opération se déroule dans une fosse de 50 à 70 cm de profondeur et non dans un fourneau surélevé et donne lieu à un bloc de métal rougeoyant, pâteux et spongieux appelé une loupe par Chrétien (1980);
- le martelage: la dernière étape consiste en la transformation de la loupe par le biais du martelage avec une sorte de soudure ou d'amalgamation de plusieurs petits lingots afin d'obtenir les barres nécessaires à la fabrication d'une forge.

L'activité métallurgique dans le Burundi précolonial jouait un rôle important dans la stabilité du régime d'accumulation et fournissait les outils techniques nécessaires à l'intensification des systèmes de production. Ainsi, la métallurgie fournissait à l'agriculture houes, serpettes, haches, couteaux... Or, la production des forgerons locaux était insuffisante, et on a enregistré un recours, certes limité, à l'importation à partir d'autres régions de l'Afrique des Grands Lacs et plus particulièrement du Buha pour subvenir aux besoins des paysans en outillage agricole.

Enfin, dans le Burundi ancien, les familles ne pouvaient pas produire tout ce qui était nécessaire à la satisfaction de leurs besoins. Elles se trouvaient dans l'obligation de recourir aux échanges. Ainsi, plusieurs types d'échanges existaient en milieu rural: les cadeaux mutuels et vivres (ingence) qui se faisaient à l'occasion des visites pour renforcer les liens entre les familles; l'échange du travail contre les vivres au moment des soudures en janvier; les échanges entre artisans et agricultures et entre agriculteurs et éleveurs (Kinigi 1980). Ces échanges étaient des échanges de troc et exigeaient, par conséquent, la définition d'un système de prix relatifs établis au niveau de chaque colline par les notables (*bashingantaha*). Le respect de cette norme de prix qui provenait de l'autorité morale des notables était une obligation pour les échangeurs. «Il apparaissait par conséquent frauduleux, après avoir établi et reconnu ces mesures comme usuelles, le fait d'exiger plus ou offrir trop peu par rapport à la mesure-étalon» (Ruviwabo 1985). Le tableau no.3 résume les informations disponibles sur les prix dans le Burundi précolonial. Ainsi ces normes-prix définies d'une manière consensuelle au niveau de chaque colline compte-tenu de ses besoins et de son niveau de développement semblaient assurer les conditions d'un échange dont les termes ne sont pas défavorables aux paysans car ils leur permettaient d'acheter et de renouveler leur outillage ou leur cheptel afin de moderniser leurs exploitations. Cependant, le caractère consensuel des normes-prix ne signifiait pas l'inexistence de rapports de force dans l'échange entre différents agents économiques ou différentes régions. Ainsi, nous signale E. Mworoha:

le forgeron et l'éleveur avaient un avantage idéniable: ils pouvaient faire attendre leurs clients et solliciter des démarches plus longues. En revanche, lors des disettes, les termes du marchandage s'inversaient en faveur de l'agriculteur: les éleveurs du Mugamba bradaient alors leur bétail, en général des veaux, ou même ils allaient, comme les forgerons, offrir leurs bras contre de la nourriture (Mworoha 1987).

Par ailleurs, les spécificités régionales faisaient que ces normes étaient plus ou moins avantageuses selon les régions, d'où l'apparition et le développement d'un mouvement d'échange et de colportage entre régions. Dans le Burundi précolonial ces échanges interrégionaux ont été renforcés par le caractère géographiquement localisé de certaines productions tels que le sel, le minerai de fer, l'huile de palme, les produits de la pêche... Ainsi, aux confins de deux régions se trouvaient les marchés (*isoko* ou *amaguliro*) créés au départ par les commerçants arabes et qui ont commencé à jouer un rôle économique important dans le Burundi précolonial.

Les échanges du Burundi avec les pays voisins étaient limités et concernaient des vivres et du bétail pour les exportations; du sel, des coquillages, des perles et des houes pour les importations.

Tableau 3: Quelques prix relatifs dans le Burundi précolonial

Unités de mesure		Valeur marchandise
Icibo d'Umukozi	Panier ration de travailleur	mesure de la quantité de haricots ou de pois pour un ménage et 3 enfants pour 1 jour
Cibo c'abakoziba	panier de 2 travailleurs	
Icibo c'ikirago	panier d'une natte	vaut 4 icibo c'umukozi
Icibo c'insuka	panier d'une houe	vaut 15 icibo c'umukozi
Ikigega c'imana	grenier de Dieu	panier contenant 15 intete de sorgho, soit le prix d'un taurillon qu'on peut sacrifier Imana (2 ans)
Ikigega c'umukangara	grenier valant une génisse	soit 25 intete de sorgho
Amafuni	houes usées	permettant d'obtenir une pièce de ficus à abattre
Imberuka	houes neuves	étalon de valeur générale (2 houes valent une chèvre)
Umutsama	cruchons à poter chez le roi	permettait d'acquérir du bétail de chérie chez les éleveurs amateurs d'hydrome1

Source: Leurquin (1951).

La stabilité du processus d'accumulation dans le Burundi précolonial a permis d'assurer un équilibre entre besoin social et production. En effet, les systèmes de production agricole fournissaient l'essentiel d'un régime alimentaire fondé sur des céréales (sorgho, éleusine, maïs) une légumineuse

(les haricots) et d'autres cultures telles que les colocases, les courges et l'igname (Boote 1983).

Pénétration coloniale et déstructuration des normes de reproduction.

Sous le règne de Mwezi Gisabo, le Burundi précolonial a connu, une longue période de croissance stable. Or à partir de la fin du 19^e siècle, la conjonction de facteurs internes et externes a commencé à peser sur le mode d'accumulation pour finir par annoncer sa crise ouverte avec la pénétration coloniale allemande.

Au niveau interne, une des premières difficultés auxquelles se trouvait confronté ce mode d'accumulation fut l'arrêt de l'expansion territoriale et la réduction du royaume à des positions de plus en plus défensives sur ces frontières (Mworoha 1987). Dans cette perspective, si le Burundi avait pu faire face à la croissance démographique et à l'augmentation de la demande durant des siècles par la colonisation de nouvelles terres et leur mise en culture, l'arrêt de l'expansion territoriale remettait en cause l'équilibre entre besoin social et production. Cette situation posait avec plus d'acuité le passage, dont les prémices apparaissaient déjà, d'une agriculture extensive à une agriculture intensive afin d'accroître la production vivrière.

Par ailleurs, l'arrêt de l'expansion territoriale s'est traduit par des conflits de plus en plus importants entre les différents chefs et descendants de la famille royale autour du contrôle de la terre.

Parallèlement à cette instabilité politique, des conditions climatiques expliquent également la rupture de la stabilité du mode d'accumulation précolonial. En effet, le Burundi a connu dès la fin du 19^e siècle jusqu'aux années 1920-30 une période climatique d'assèchement caractérisée par une baisse de la pluviométrie, la diminution des eaux des lacs, le recul des glaciers sur le massif du Rwenzori en Uganda (Thiobon 1987).

L'action de ses éléments sur le mode d'accumulation a été renforcée par des facteurs externes liés à l'ouverture du Burundi au monde extérieur et à la pénétration coloniale. Parmi ces facteurs externes, le choc microbien est considéré comme l'élément central dans la déstabilisation de l'équilibre existant.

Par ailleurs, l'arrivée des explorateurs européens à partir de la fin du 19^e siècle, la pénétration coloniale et l'ensemble des changements et transformations opérés tant au niveau agronomique, technique, monétaire que du point de vue de l'organisation du travail ont fini par rompre la stabilité du mode d'accumulation du Burundi traditionnel et annoncer sa crise. L'une des plus importantes conséquences de cette crise est la rupture de l'équilibre, déjà précaire, entre le besoin social et la production, qui caractérisait la période de stabilité. Ainsi, dès la fin du 19^e siècle, on va assister à l'apparition d'un cycle de famines de dimension nationale dont les

plus importantes sont celles de 1889-1892, 1904-1911, 1917-1919, 1925-1926... (Thiobon 1987).

Parallèlement à l'intervention dans les systèmes de production du Burundi précolonial, la pénétration coloniale s'est traduite par une action sur les normes sociales qui avaient jusque-là assuré l'autonomie et la stabilité du modèle d'accumulation.

Ainsi, du point de vue technique, l'arrivée des Belges s'est accompagnée d'une forte importation d'outillages agricoles et plus particulièrement de houes industrielles appelées houes de Ceylan. Ces houes importées, plus tranchantes et plus pratiques selon les historiens, ont commencé à concurrencer les houes artisanales. Par ailleurs, les houes industrielles étaient cédées à leurs prix de revient aux paysans soit entre 10 et 12 francs. Les houes artisanales (tableau 3) valaient une chèvre et sachant qu'une chèvre valait à la même époque en moyenne 20 F à Ruyigi, 50 F à Nyanza-Lac et 30 F à Bujumbura, on constate que le prix d'une houe industrielle variait, selon les régions, entre 1/2 et 1/5 d'une chèvre.

A partir de là, on mesure l'impact des importations de technologies sur le système des prix relatifs dans le Burundi précolonial et, plus généralement, sur l'articulation cohérente agriculture/artisanat qui caractérisait ce mode d'accumulation. Dans cette perspective, il est étonnant de lire encore aujourd'hui dans les travaux d'historiens que le souci de l'administration coloniale belge fût d'accroître la productivité agricole des campagnes burundaises en important des houes destinées à être cédées aux indigènes au prix de revient. C'était une initiative fort louable car elle permettait à la fois d'améliorer la qualité médiocre et de suppléer une production artisanale bien limitée (Ruviwabo 1985). Cependant l'importation des houes industrielles et l'imposition d'un système de prix relatifs qui n'était pas en rapport avec le développement des forces productives, se sont traduites par la rupture définitive de l'articulation agriculture/artisanat local et la marginalisation d'une activité artisanale pourtant florissante au 19^e siècle.

Au plan monétaire, on va assister dans le Burundi précolonial à la marginalisation des normes traditionnelles au profit des normes coloniales en particulier après l'arrivée des Belges. En effet, à partir de 1920, la Belgique commença à envoyer des pièces de monnaie à ses nouvelles acquisitions, le Burundi et le Rwanda, via le Congo et la monnaie en circulation dans ses deux colonies était libellée au nom du Congo Belge jusqu'en 1952. Ainsi, le Burundi a été rattaché à l'espace monétaire du Congo Belge dominé par l'autorité coloniale.

Cependant cette pénétration coloniale et la déstructuration des normes de reproduction sociale qui s'en est suivi ne s'est pas déroulée sans heurts et a entraîné de fortes résistances passives (l'émigration) ou plus violentes, comme ce-fût le cas pour la révolte du *Rumyota-Kanyarufunzo*.

Cette révolte, qui éclata en 1922 dans le Buyenzi aux environs de la localité actuelle de Mwakiro, fût le principal mouvement de résistance à la pénétration coloniale belge au Burundi (Gahama 1983).

D'origine controversée, Runyota, chef de l'insurrection, a réussi rapidement à mobiliser les paysans dans la colline de Kagombe contre la présence coloniale belge à travers le refus des corvées, du paiement des impôts et de l'utilisation de la monnaie introduite par les colons dans les échanges marchands.

Cette révolte se radicalisa et se transforma en une véritable insurrection contre l'ordre colonial et les normes sociales qu'il voulait imposer lorsque Runyota interdit le port des vêtements importés en tissus et encouragea le port des étoffes en ficus produites localement. Par ailleurs, Runyota prohiba l'utilisation du matériel aratoire industriel importé et appuya les forgerons locaux. Runyota s'attaqua à tous les collaborateurs de l'administration coloniale, incendiant des enclos, razziant du bétail qu'il abattait et dont il distribuait la viande gratuitement aux pauvres.

Cette révolte fût la dernière et la plus violente contestation de l'ordre colonial avant l'annexion du Burundi à l'espace productif belge.

Pour ce qui est de l'espace de production sous influence belge, le commerce extérieur sera le principal moyen d'intégration des zones périphériques à la logique de reproduction de l'ensemble. Ainsi, dès le début des années 1920, la Belgique a signé une convention avec la Grande-Bretagne afin de faciliter le trafic belge par l'Est africain sous domination britannique. Les exportations burundaises dans les années 1920 étaient composées essentiellement de produits agricoles et comprenaient le gros et le petit bétail, les vivres (huile de palme, haricots, farine de manioc, etc...), les peaux. A partir des années trente, le café et le coton sont venus bouleverser la structure des exportations burundaises et prirent une place de premier choix. En effet entre 1930 et 1938, les exportations de café passèrent de 50 tonnes à 3396 tonnes (Gahama 1983). Par leur orientation géographique, les exportations burundaises étaient destinées presque exclusivement au Congo et à la Belgique. En effet, «tous les vivres», écrit Gahama, «et presque tout le gros bétail sur pieds furent expédiés au Congo tandis que le café, le coton et les peaux prirent le chemin de la Belgique» (Gahama 1983). Certes des échanges existaient avec l'Est africain et des commerçants swahili venaient se ravitailler en huile de palmiste au Burundi. Seulement ces échanges étaient marginalisés et fortement limités par la législation coloniale belge.

Les importations ont quant à elles enregistré une hausse sensible avec l'arrivée des Belges. Elles concernaient essentiellement trois produits, à savoir les tissus, le sel et le matériel aratoire qui représentaient près de 60% du total des importations. Concernant la structure géographique, si l'Est africain devançait la métropole pour les échanges de sel, la Belgique était la

principale source d'approvisionnement des produits manufacturés et plus particulièrement en matériel agricole industriel qui est venu se substituer à l'outillage traditionnel. Ainsi, parallèlement à la polarisation des flux commerciaux entre le Burundi et la métropole, l'examen de la structure par produit des échanges entre le Burundi et la Belgique nous permet de mettre en évidence la division du travail qui a été opérée au sein de cet espace productif. En effet si la métropole se spécialisait dans la production d'articles manufacturés et leur exportation vers la périphérie, l'activité économique dans les pays satellites répondait aux besoins de la métropole en produits alimentaires et en matière première. La concurrence des produits importés a entraîné la faillite et la disparition de l'artisanat traditionnel. En effet, dans le cas du Burundi, les historiens soulignent que «l'arrivée de la houe importée sur les marchés, l'interdiction de porter des lances, arcs et autres armes, la prohibition de parures en anneaux de cuivre ou de fer par mesure d'«hygiène» ruinèrent complètement les forgerons» (Gahama 1983).

Parallèlement aux produits achetés et acheminés vers le Congo, l'administration coloniale opérait des réquisitions de marchandises par le biais de ses agents au profit des sociétés minières. Ainsi la production dans la chefferie de Matumba, dans la région de Bujumbura, était totalement réquisitionnée pour l'exportation aux gisements aurifères aux sources de la Kabulantwa, ce qui posait d'énormes problèmes pour l'approvisionnement de la population (Bugwabari 1988:30).

D'autre part, les autorités coloniales ont cherché à opérer des déplacements de population du Burundi et du Rwanda, densément peuplés vers les mines du Katanga. L'administration coloniale a tenté d'orienter le mouvement d'immigration qui s'est développé durant cette période vers le Congo. En effet les historiens ont constaté un flux migratoire en provenance du Burundi vers d'autres régions et estimé, en 1940, à près de 40.000 personnes (Gahama 1988:30). Plusieurs raisons expliquent l'émergence et le développement rapide de ces flux migratoires: la pression fiscale de plus en plus forte sous la colonisation, le poids des corvées coloniales et la dislocation des rapports sociaux et familiaux anciens...

La colonisation belge a cherché à orienter ces flux vers les mines du Katanga et les plantations du Kivu, à travers une campagne de propagande orchestrée avec les chefs locaux. Cette campagne a eu ses effets auprès de la population et très rapidement une forte communauté immigrée originaire du Ruanda-Urundi s'est constituée au Katanga.

L'intégration du Burundi à l'espace sous domination belge ne s'est pas limitée aux échanges mais a entraîné un processus continue de déstructuration des normes sociales de reproduction qui caractérisaient le Burundi précolonial. Ainsi au plan monétaire, le Burundi a été intégré à une union monétaire avec le Congo belge dont les principales caractéristiques étaient:

- le franc congolais comme unité monétaire de parité égale à celle du franc belge;
- une émission fiduciaire (billet et jetons métalliques) assurée par la banque centrale du Congo Belge;
- des règlements extérieurs soumis à une réglementation prévoyant que tout transfert vers l'étranger, pour autant qu'il fut supérieur à 5000 francs congolais, devait être soumis à autorisation. Toutefois le règlement vers la Belgique était libre (Ngaruko 1991:145-146).

Par ailleurs, le financement de l'investissement au Burundi était fondé sur l'intervention de l'administration coloniale dans la mesure où elle assurait l'ensemble des crédits tant pour l'investissement public que privé.

Concernant le système de prix, on constate une nette évolution des prix relatifs en faveur des produits manufacturés importés de la Belgique par rapport aux produits locaux. Ainsi, une boîte d'allumettes était payée en 1934 par le paysan 3 kg de haricot et 1 pagne de tissus importé valait 4 chèvres (Gahama 1988).

En définitive les éléments présentés nous ont permis de mettre en évidence le rôle joué par la pénétration coloniale belge dans la déstructuration des normes de reproduction et l'intégration du Burundi dans un espace de production sous domination belge ainsi que son rôle dans la régulation de cet espace.

En effet, envois de vivres et de main-d'oeuvre vers les mines du Katanga et les plantations du Kivu, approvisionnement de la Belgique en matières premières sont les manifestations de l'intégration du Burundi à cette sphère de domination et de la réorientation de sa dynamique d'accumulation vers la reproduction et la stabilité de cet ensemble. Cette situation a fait dire aux historiens que «si le Congo Belge a fait la richesse de la Belgique, le Ruanda-Urundi est venu largement au secours du Congo».

Références

- Boote, R, 1983, «Qui mangeait quoi? L'alimentation au Burundi à la fin du 19^e siècle» in *Cultures et Développement*, Vol. XV, No.3.
- Booth, D, 1985, 'Marxism and Development Sociology: Interpreting the Impasse', in *World Development*, Vol. 13, No.7.
- Bugwabari, N, 1988, «L'intérêt des dossiers agricoles: L'exemple des années trente», *Cahiers d'Histoire*, IV-V.
- Calvet, J, De Bernis, G, Di Ruzza, R, 1983, «L'utilité du concept du système productif pour la définition d'une politique industrielle», Congrès International des Economistes de Langue Française, 25-28 mai, Strasbourg.
- Célist, G, et Nzikobanyaka, E, 1976, *La métallurgie traditionnelle au Burundi: Techniques et Croyances*, Tervuren: Musée royal de l'Afrique centrale.
- Chrétien, J, P, 1980, «La sidérurgie ancienne au Burundi», in *Culture et Société*, No.3.

- Courlet, C, et Judet, P, 1986, «Industrialisation et développement: la crise des paradigmes», *Revue Tiers-Monde*, No. 107, juillet-septembre.
- De Bernis, G, «De quelques questions concernant la théorie des crises» (GRREC, 1983, 1990:235-287).
- , 1975, «Les limites de l'analyse en termes d'équilibre économique général», *Revue Economique*, No. 6, Volume 26, Novembre.
- Dufourt, D, 1987, «L'économie du développement: un projet à construire», *Economie et Humanisme*, No. 2, juillet-août.
- Economies et Sociétés*, Les séries R de la revue.
- Gahama, J, 1983, *Le Burundi sous administration belge* Paris-CRA, Karthala, ACCT.
- , 1985, «La révolte de Runyota-Kanyaryfunzo au Burundi», in *Cahiers d'Histoire*, No.3.
- GRREC, 1983, *Crise et régulation: recueil de textes 1979-1983* Grenoble.
- , 1990, *Crise et régulation: recueil de textes 1983-1989* Grenoble.
- Hugon, Ph., 1991, «La pensée française en économie du développement: Evolution et spécificité», *Revue d'Economie Politique*, No. 2, mars-avril.
- Kinigi, F, 1980, «Le commerce chez les anciens Burundi», in *Culture et Société*, No.3.
- Leurquin, Ph, 1951, *Le niveau de vie des populations du Ruanda-Urundi* Publications de l'Université de Lovanium de Léopoldville, Sauvin/Paris, Nauwelarts.
- Mworoha, E, (sous la direction), *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du 19^e siècle*, Hatier, 1987.
- Ngaruko, F, «L'économie burundaise dans la problématique du système productif», mémoire de licence, FSEA.
- Perroux, F, 1973, *Pouvoir et Economie*, Bordas, Paris.
- , 1975, *Unités actives et mathématiques nouvelles, Révision de la théorie de l'équilibre économique général*, Dunod, Paris.
- Ruviwabo, B, 1985, «L'économie traditionnelle et la monétarisation au Burundi: Le cas du Buhumuza (1898-1983)», mémoire de licence, Université du Burundi.
- Thiobon, C, 1987, «Un siècle de croissance démographique au Burundi (1850-1950)», in *Cahier d'Etudes Africaines*, No. 105-106.
- Weisskopf, T, E, 1983, 'Economic Development and the Development of Economics: Some Observations from the Left', in *World Development*, Vol. II, No. 10.
- Yachir, F, 1985, «Où en est la théorie du développement», *Afrique et Développement*, Vol. X, No.3.

* Enseignant FSEA/CURDES/GRREC